



Les droits démocratiques

Tue, 13/02/2007 - 22:59

Le fait que la démocratie capitaliste soit une dictature des riches ne signifie pas que les droits démocratiques soient inutiles. Après tout, c'est la classe ouvrière qui a forcé les grands capitalistes à garantir les droits démocratiques. Les crises récurrentes dans l'histoire du capitalisme ont poussé la classe dominante à attaquer les droits démocratiques arrachés par les travailleurs.

Depuis une centaine d'années les tentatives visant à remplacer la démocratie par des dictatures militaires ou fascistes se sont multipliées. En Argentine et au Chili dans les années 1970, des dizaines de milliers de militants ouvriers ont été torturés, emprisonnés, exilés ou tués. L'Europe a connu des dictatures fascistes d'une brutalité sans précédent, à partir des années 1920 et dans l'Europe du Sud jusqu'aux années 1970.

Dans les pays anglo-saxons, la classe dominante se targue « d'une tradition ininterrompue de démocratie ». Dans le même temps, ils réduisent les droits démocratiques par des lois antisyndicales, par la réduction de la liberté de parole, par le renforcement de l'exécutif contre le législatif, par l'extension de l'appareil de répression. La « guerre contre le terrorisme » a débouché sur une attaque sans précédent contre les libertés civiques au sein des démocraties capitalistes.

Les révolutionnaires luttent pour la défense des droits démocratiques parce qu'ainsi nous défendons l'existence même du mouvement ouvrier et sa capacité à mener la lutte de classe. Nous défendons le droit de grève, la liberté d'expression, de rassemblement, de constituer des organisations politiques et syndicales, la liberté de publier et de diffuser par la radio ou la télévision. Nous demandons l'abrogation de tous les éléments non démocratiques dans les constitutions capitalistes : les monarchies, la deuxième chambre, les régimes présidentiels, le corps non élu des juges et les pouvoirs d'exception.

Après la chute d'un régime dictatorial, quand les capitalistes essaient de reconstruire une démocratie, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour les empêcher de reprendre le contrôle. Pour cette raison, nous devons appeler à une assemblée constituante, une institution plus démocratique que ce que les capitalistes sont prêts à concéder. Nous appelons le mouvement ouvrier à s'assurer que les députés n'y soient pas seulement élus de la façon la plus démocratique mais restent aussi sous le contrôle de leurs électeurs, et qu'ils soient révocables par eux.

Dans la lutte pour gagner, défendre ou restaurer les droits démocratiques, la classe ouvrière ne doit jamais sacrifier son indépendance de classe, ni reporter la révolution socialiste au nom de l'unité avec un secteur soi-disant « progressiste » de la bourgeoisie. Quand cela a été le cas, en Espagne et en France dans les années 1930, au Chili en 1970, elle a perdu à la fois la démocratie et une vraie chance d'instaurer le socialisme.

Toute démocratie est un Etat fondé sur la domination d'une classe. Il n'y a jamais eu et il ne peut pas y avoir de démocratie « sans classe », un Etat qui défend les intérêts de tout le peuple. La classe ouvrière doit se mettre à la tête de la lutte pour les droits démocratiques comme un moyen pour une fin, l'abolition du capitalisme et l'établissement de la démocratie ouvrière et du socialisme.